

Brochure n° 3359

Convention collective nationale

IDCC : 2754. – **MAGASINS PRESTATAIRES DE SERVICES  
DE CUISINE À USAGE DOMESTIQUE**

---

AVENANT N° 6 DU 16 FÉVRIER 2012  
RELATIF À L'INDEMNITÉ DE LICENCIEMENT

NOR : ASET1250867M

IDCC : 2754

---

Entre :

Le SNEC,

D'une part, et

La FNECS CFE-CGC ;

La CSFV CFTC ;

La FS CFDT ;

La FEC FO ;

La FCS CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent avenant détermine certaines dispositions particulières applicables aux salariés des entreprises comprises dans le champ d'application territorial et professionnel de la convention collective nationale des magasins prestataires de services de cuisine à usage domestique en matière d'indemnité de licenciement.

Cet avenant modifie les dispositions générales de ladite convention collective.

**Article 2**

*Portée du présent avenant*

L'ensemble des dispositions contenues dans le présent avenant est de portée nationale et impérative. Il ne peut être dérogé au présent avenant, pour tout ou partie, que dans un sens plus favorable aux salariés.

### **Article 3**

#### *Objet*

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 7.1.1 de la convention collective nationale des magasins prestataires de services de cuisine à usage domestique qui est, à compter de la signature du présent avenant, rédigé comme suit :

« 7.1.1. Salariés ouvriers, employés et agents de maîtrise

L'indemnité est égale à 1/5 de mois de salaire par année d'ancienneté plus 2/15 de mois de salaire par année d'ancienneté au-delà de 10 ans.

En cas d'année incomplète, l'indemnité versée sera proratisée en fonction de l'ancienneté réelle à la date de fin du préavis. »

### **Article 4**

#### *Durée. – Dénonciation. – Révision*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée à dater de son entrée en vigueur.

Il peut être dénoncé par l'une quelconque des parties sous réserve de respecter un préavis de 6 mois. Cette dénonciation devra être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception et adressée à toutes les organisations syndicales signataires.

Le présent avenant est révisable à tout moment suite à la demande de l'une quelconque des parties signataires et par accord entre elles.

### **Article 5**

#### *Dépôt*

Le présent avenant sera déposé à la direction générale des relations du travail.

Fait à Paris, le 16 février 2012.

(Suivent les signatures.)